

La Banque Scotia dégage un bénéfice record

Chiffres clés du trimestre par rapport à la même période il y a un an :

- Revenu net de 626 millions de dollars, en hausse par rapport à 564 millions de dollars
- Bénéfice par action (dilué) de 1,20 \$, en hausse par rapport à 1,05 \$
- Rendement des capitaux propres de 17,7 %, en progression par rapport à 16,2 %
- Coefficient du capital de catégorie 1 de 10,6 %, en hausse par rapport à 9,8 %
- Provision pour créances irrécouvrables ramenée de 400 millions à 200 millions de dollars

Toronto, le 26 août 2003 – La Banque Scotia annonce un bénéfice record pour le troisième trimestre 2003, avec un revenu net de 626 millions de dollars. Le bénéfice par action (dilué) s'est inscrit à 1,20 \$, en hausse par rapport à 1,05 \$ au troisième trimestre 2002. Le rendement des capitaux propres affiche un excellent 17,7 %.

« Nos résultats du troisième trimestre indiquent que la diversité de nos flux de bénéfices fait notre force et que, même pendant les périodes où les conditions du marché et du secteur du crédit sont difficiles, nos secteurs d'activité sont à même de dégager un bénéfice record, a déclaré Peter Godsoe, président du conseil et chef de la direction. La performance de chacun de nos trois grands secteurs d'activité a été très bonne.

« La provision spécifique pour créances irrécouvrables a notablement régressé et nous conservons un optimisme modéré en disant que le pire est passé dans le cycle du crédit. Toutefois, la gestion prudente de nos portefeuilles de crédit demeure prioritaire.

« La croissance de nos coefficients de capital, parmi les meilleurs de l'industrie, constitue toujours un point fort de la Banque et nous laisse de la marge pour continuer à augmenter les dividendes et pour saisir les occasions d'affaires dès qu'elles se présentent.

« Ces résultats records témoignent de l'excellence dont les employés de la Banque Scotia continuent de faire preuve en matière de service clientèle. Étant donné notre solide performance depuis le début de l'exercice, nous sommes pratiquement sûrs de réaliser nos objectifs pour 2003. »

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2003, le revenu net a été de 1 817 millions de dollars, comparativement à 1 214 millions de dollars pour la même période l'an passé. Si l'on

exclut les charges liées à l'Argentine¹⁾ en 2002, le revenu net s'est établi à 1 754 millions de dollars pour cette même période il y a un an. Le bénéfice par action (dilué) a été de 3,43 \$, par rapport à 2,21 \$ (à 3,26 \$ si l'on exclut les charges liées à l'Argentine¹⁾), et le rendement des capitaux propres s'est établi à 17,2 %, par rapport à 11,7 % (à 16,8 % si l'on exclut les charges liées à l'Argentine¹⁾).

Résultats par rapport à nos objectifs pour 2003

1. **OBJECTIF : Afficher un rendement des capitaux propres (RCP) de 15 % à 18 %.** Depuis le début de l'exercice, la Banque Scotia a obtenu un RCP de 17,2 %.
2. **OBJECTIF : Générer une croissance du bénéfice par action ordinaire de 5 % à 10 % par an (si l'on exclut les charges liées à l'Argentine en 2002¹⁾).** Depuis le début de l'exercice, la croissance de ce bénéfice a été de 5,2 %.
3. **OBJECTIF : Maintenir un ratio de productivité inférieur à 58 %.** Depuis le début de l'exercice, le ratio de productivité de la Banque Scotia a été de 54,0 %, un des meilleurs du secteur financier.
4. **OBJECTIF : Maintenir le coefficient du capital de catégorie 1 à plus de 8 %.** À 10,6 %, le coefficient du capital de catégorie 1 de la Banque Scotia demeure un des plus élevés parmi ceux des banques canadiennes et est toujours solide selon les normes internationales.

1) Pour le détail des charges liées à l'Argentine en 2002, prière de consulter le tableau 24 (à la page 74) et la Note 23 (à la page 110) du Rapport annuel 2002 de la Banque Scotia.

Données financières

	Aux dates indiquées et pour les trimestres terminés à ces dates			Pour la période de neuf mois terminée le		
<i>(non vérifié)</i>	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002	
					Tel que déclaré	Charges pour l'Argentine exclues ¹⁾
Résultats d'exploitation <i>(en millions de dollars)</i>						
Revenu d'intérêts net (BMEF ²⁾)	1 630	1 603	1 733	4 844	5 241	5 241
Revenu total (BMEF ²⁾)	2 639	2 568	2 729	7 852	8 164	8 271
Provision pour créances irrécouvrables	200	248	400	773	1 600	1 100
Frais autres que d'intérêts	1 453	1 429	1 395	4 237	4 412	4 412
Revenu net	626	596	564	1 817	1 214	1 754
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	616	572	537	1 756	1 133	1 673
Rendement de l'exploitation						
Bénéfice de base par action <i>(en dollars)</i>	1,22	1,14	1,07	3,48	2,25	3,32
Bénéfice dilué par action <i>(en dollars)</i>	1,20	1,12	1,05	3,43	2,21	3,26
Rendement des capitaux propres <i>(en pourcentage)</i>	17,7	17,2	16,2	17,2	11,7	16,8
Ratio de productivité <i>(en pourcentage)</i> (BMEF ²⁾)	55,1	55,6	51,1	54,0	54,0	–
Marge nette sur intérêts sur le total de l'actif moyen <i>(en pourcentage)</i> (BMEF ²⁾)	2,28	2,25	2,33	2,23	2,36	–
Données du bilan <i>(en millions de dollars)</i>						
Prêts et acceptations	179 577	189 182	194 710			
Total de l'actif	282 160	291 700	299 757			
Dépôts	190 284	189 218	197 508			
Avoir des porteurs d'actions ordinaires	13 933	13 603	13 359			
Biens sous administration	152 838	146 425	151 981			
Biens sous gestion	17 464	17 331	19 737			
Mesures du capital						
Coefficient du capital de catégorie 1 <i>(en pourcentage)</i>	10,6	10,3	9,8			
Coefficient du capital total <i>(en pourcentage)</i>	13,1	12,7	12,5			
Coefficient du capital-actions ordinaire à l'actif rajusté en fonction du risque ³⁾ <i>(en pourcentage)</i>	8,7	8,4	8,0			
Actif pondéré en fonction du risque <i>(en millions de dollars)</i>	157 191	159 106	168 732			
Qualité du crédit						
Montant net des prêts douteux après provision générale <i>(en millions de dollars)</i>	317	378	1 019			
Provision générale pour créances irrécouvrables <i>(en millions de dollars)</i>	1 475	1 475	1 475			
Provision spécifique pour créances irrécouvrables en pourcentage de l'encours moyen des prêts et acceptations	0,43	0,53	0,82	0,55	1,12	0,77
Données sur les actions ordinaires						
Par action <i>(en dollars)</i>						
Haut	64,38	55,79	56,19	64,38	56,19	–
Bas	55,03	49,67	44,06	44,55	44,05	–
Clôture	60,47	55,79	49,25			
Actions en circulation <i>(en milliers)</i>						
Moyenne (de base)	505 226	503 494	504 755	504 418	504 468	–
Moyenne (diluée)	513 750	511 252	513 533	512 430	513 365	–
Fin de la période	506 127	503 968	503 790			
Dividendes par action <i>(en dollars)</i>	0,44	0,40	0,37	1,24	1,08	–
Rendement des actions <i>(en pourcentage)</i>	2,9	3,0	3,0	3,0	2,9	–
Capitalisation boursière <i>(en millions de dollars)</i>	30 605	28 116	24 812			
Valeur comptable par action <i>(en dollars)</i>	27,53	26,99	26,52			
Ratio de la valeur marchande à la valeur comptable	2,2	2,1	1,9			
Ratio cours-bénéfice (quatre derniers trimestres)	13,2	12,6	14,8			
Autres données						
Employés	43 869	43 772	46 933			
Succursales et bureaux	1 844	1 846	1 952			

Certains chiffres présentés à titre de comparaison ont été reclassés pour correspondre à la présentation de l'exercice en cours.

1) Les résultats de la Banque Scotia pour l'exercice 2002 incluaient des charges de 540 millions de dollars (après impôts) afférentes à l'Argentine. Ces charges sont discutées en détail au tableau 24 (page 74) et à la note 23 (page 110) du rapport annuel 2002 de la Banque Scotia. Pour la présentation de ces résultats de 2002, la direction estime que l'analyse de la performance de la Banque est améliorée si l'on exclut ces charges en raison de leur ampleur et de leur nature. Cette approche identifie les revenus sous-jacents et permet de comparer avec plus de pertinence les résultats d'un exercice à l'autre et d'un trimestre à l'autre. Les revenus ont été ajustés par rapport à la manière de les présenter suivant les principes comptables généralement reconnus et peuvent de ce fait ne pas être comparables aux mesures des résultats sous-jacents utilisés par d'autres sociétés.

2) Voir les détails de la base de mise en équivalence fiscale (BMEF) à la page 10, notes 1 et 4.

3) Représente l'avoir des porteurs d'actions ordinaires et la part des actionnaires sans contrôle dans le capital-actions ordinaires des filiales moins l'écart d'acquisition et les actifs incorporels en pourcentage de l'actif rajusté en fonction du risque.

Analyse et commentaires de la direction

Examen des résultats d'exploitation

Revenu total

Le revenu total (sur une base de mise en équivalence fiscale) s'est établi à 2,6 milliards de dollars pour le troisième trimestre, en baisse par rapport au chiffre de 2,7 milliards de dollars constaté pour la même période l'an passé, mais en hausse de 71 millions de dollars par rapport à celui du trimestre précédent. Cette régression d'une année sur l'autre est surtout attribuable à l'effet de l'appréciation du dollar canadien sur les revenus libellés en monnaies étrangères ainsi qu'à l'incidence de la vente, l'an passé, des opérations de Scotiabank Quilmes et des activités de la Banque dans le secteur des services aux commerçants. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par des revenus d'intérêts en monnaie canadienne et des revenus tirés des services de banque d'investissement plus élevés.

Revenu d'intérêts net

Le revenu d'intérêts net (sur une base de mise en équivalence fiscale) s'est inscrit à 1 630 millions de dollars, contre 1 733 millions de dollars au même trimestre de 2002. Cela représente une augmentation de 27 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison du fait que le trimestre comptait trois jours de plus.

Le revenu d'intérêts en monnaie canadienne a augmenté de 8 % par rapport à l'an passé pour se chiffrer à 975 millions de dollars, en raison d'une hausse importante de 10 milliards de dollars des éléments d'actif productifs moyens en dollars canadiens qui est principalement attribuable à la forte croissance des prêts hypothécaires et des prêts personnels.

Le revenu d'intérêts en devises a totalisé 655 millions de dollars, soit une baisse de 176 millions de dollars par rapport au troisième trimestre l'an passé. Cette diminution est principalement attribuable à l'appréciation du dollar canadien et au rétrécissement des écarts de taux dans les activités de financement. Il faut cependant noter que les résultats de l'an passé intégraient nos activités en Argentine, lesquelles ont été vendues au quatrième trimestre de 2002. Ces facteurs ont été compensés en partie par la hausse des revenus d'intérêts sous-jacents constatés par la filiale mexicaine de la Banque, Scotiabank Inverlat, et nos activités dans les Antilles.

La marge nette sur intérêts par rapport à l'actif total de la Banque s'est établie à 2,28 % au troisième trimestre, contre 2,33 % pour la période correspondante l'an dernier et 2,25 % pour le trimestre précédent.

Autres revenus

Les autres revenus de ce trimestre se chiffrent à 1 009 millions de dollars, en hausse de 13 millions de dollars par rapport à ceux du même trimestre l'an passé. Compte non tenu de l'apport, l'an dernier, de Scotiabank Quilmes et des activités dans le secteur des services aux commerçants, l'accroissement des revenus d'une année sur l'autre s'est chiffré à 43 millions de dollars ou 4 %, en dépit de l'incidence négative du raffermissement du dollar canadien sur les revenus de cette année. Cette croissance est attribuable à la hausse record de la souscription et aux revenus solides liés aux services de dépôt, de paiement et de cartes, aux commissions de crédit et aux rentrées sur opérations de change. Ces facteurs ont en partie été neutralisés par la baisse des gains sur la vente de titres.

Par rapport au trimestre dernier, les autres revenus ont augmenté de 44 millions de dollars, principalement en raison de résultats records en matière de souscription ainsi que de l'augmentation des revenus liés aux services de dépôt, de paiement et de cartes et d'une hausse des revenus de titrisation. En outre, pour la première fois depuis plusieurs trimestres, la Banque a constaté une hausse des revenus tirés du courtage de détail. Les éléments précédents ont été neutralisés en partie par des revenus plus faibles tirés des activités sur les marchés et des gains réduits sur la vente de titres.

Frais autres que d'intérêts et productivité

Les frais autres que d'intérêts sont demeurés bien maîtrisés. Pour le trimestre à l'étude, ils se sont élevés à 1 453 millions de dollars, soit une hausse de 4 % par rapport à la même période il y a un an. Compte non tenu des frais liés à Scotiabank Quilmes et aux activités de la Banque dans le secteur des services aux commerçants, les frais se sont accrus de 6 % d'un exercice à l'autre. Les salaires et autres prestations constituent la composante la plus importante de cette hausse, ayant augmenté de 74 millions de dollars par rapport à l'an dernier, principalement en raison du niveau plus élevé de la rémunération à base d'actions et liée au rendement et de l'accroissement des charges de retraite. L'impartition par la Banque de ses activités de traitement des données a entraîné une augmentation des frais liés à la technologie qui a été en grande partie compensée par des réductions dans d'autres catégories. En outre, il y a eu dans la plupart des autres catégories de frais des diminutions ou des hausses légères,

Déclarations prospectives Le présent document renferme des déclarations prospectives qui sont formulées aux termes des règles d'exonération de responsabilité de la loi américaine de 1995 intitulée *Private Securities Litigation Reform Act*. Ces déclarations comprennent des observations concernant nos objectifs, nos stratégies, nos résultats financiers prévisionnels, nos prévisions concernant nos secteurs d'activité et l'économie du Canada, des États-Unis et du monde entier, de même que notre gestion du risque.

De par leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreuses hypothèses, des incertitudes et des risques inhérents, tant généraux que spécifiques, ainsi que le risque que les prédictions et autres déclarations prospectives se révèlent inexactes. La Banque conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels risquent de différer sensiblement des estimations et intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants, dont la conjoncture économique et financière au Canada et dans le monde, les variations des taux d'intérêt et des cours du change, les liquidités, les modifications apportées à la réglementation au Canada et ailleurs, les changements technologiques, la consolidation du secteur des services financiers au Canada, la concurrence, de même que l'aptitude de la Banque à prévoir et à gérer les risques que comportent ces facteurs. La Banque consacre une bonne partie de ses activités à consentir des prêts ou à affecter autrement ses ressources à certaines grandes entreprises, industries ou pays. Un événement imprévu qui touche ces emprunteurs, industries ou pays risque d'avoir une incidence défavorable importante sur les résultats financiers, la situation financière et les liquidités de la Banque. Ces facteurs, et d'autres encore, pourraient faire en sorte que le rendement réel de la Banque diffère sensiblement du rendement prévu dans les déclarations prospectives.

La Banque tient à souligner que la liste de facteurs importants reproduite ci-dessus n'est pas exhaustive. Lorsque les investisseurs et les autres personnes se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque, ils devraient se pencher diligemment sur ces facteurs, ainsi que sur d'autres incertitudes et éventualités. La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives verbales ou écrites qui peuvent être faites de temps à autre par elle ou en son nom.

s'expliquant par l'effet favorable de la conversion des comptes libellés en monnaies étrangères.

Par rapport au trimestre précédent, les frais d'exploitation ont augmenté de 24 millions de dollars, ou 2 %, principalement en raison de la hausse de la rémunération à base d'actions et liée au rendement et des trois jours de plus que comptait le trimestre, facteurs qui ont été contrebalancés en partie par les charges constatées au dernier trimestre à l'égard du règlement conclu avec les créanciers de Scotiabank Quilmes, en Argentine.

Le ratio de productivité – qui mesure l'efficacité de la Banque pour générer des revenus – est toujours très bon, puisqu'il s'est établi à 55,1 %.

Impôts et taxes

Le taux d'imposition réel de la Banque pour le trimestre a été de 23,7 %, ce qui est inférieur au taux de 27,7 % en vigueur pendant le même trimestre l'an dernier, principalement en raison des réductions des taux d'imposition des sociétés aux paliers fédéral et provinciaux. Le taux s'est toutefois accru par rapport au taux de 19,2 %, du trimestre précédent, en raison de la diminution du revenu de dividendes exonéré d'impôt et des gains provenant de certaines filiales internationales dans des pays où le taux d'imposition réel est moins élevé.

Part des actionnaires sans contrôle

La part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales a été de 69 millions de dollars ce trimestre, ce qui représente une hausse de 10 millions de dollars par rapport au même trimestre l'an dernier, mais une légère diminution par rapport au dernier trimestre. La variation d'une année sur l'autre est principalement attribuable à l'émission, le 13 février 2003, de titres fiduciaires de la Banque Scotia (Scotia BaTS II); la hausse a été compensée par une réduction des dividendes versés sur les actions privilégiées puisque certaines actions privilégiées ont été rachetées au cours de l'exercice écoulé. La part des actionnaires sans contrôle a reculé de 1 million de dollars par rapport à celle du trimestre précédent, principalement en raison de l'acquisition, le 30 avril 2003, d'une participation additionnelle de 36 % dans Scotiabank Inverlat; cependant, ce recul a été largement contrebalancé par des revenus plus élevés générés au cours du trimestre par Scotiabank Inverlat, et Jamaica.

Gestion du risque

Les principales pratiques et politiques de gestion du risque de la Banque n'ont pas changé par rapport à ce qui est énoncé dans les pages 59 à 66 du Rapport annuel 2002.

Risque de crédit

La provision totale pour créances irrécouvrables s'est établie à 200 millions de dollars ce trimestre, une amélioration notable par rapport à 400 millions de dollars au même trimestre l'an dernier, et une baisse comparativement à 248 millions de dollars au trimestre précédent. Compte non tenu de la reprise sur provision liée à des prêts outre-frontières en Argentine, la provision pour créances irrécouvrables a été de 224 millions de dollars ce trimestre et 275 millions de dollars le trimestre dernier.

La qualité du crédit des portefeuilles de prêts aux particuliers et aux entreprises au Canada a continué d'être bonne, et les provisions pour créances irrécouvrables sont demeurées relativement stables par rapport à celles de l'an dernier et du trimestre précédent.

Les créances irrécouvrables sont demeurées faibles en ce qui concerne le portefeuille international. Ces créances ont été réduites davantage au cours du trimestre par la reprise de provisions de 24 millions de dollars liées à des prêts outre-frontières en Argentine, à la suite de la cession de ces prêts ou de leur remboursement.

La provision pour créances irrécouvrables de Scotia Capitaux a fléchi de façon notable au cours du trimestre, soit de 220 millions de dollars par rapport au même trimestre de l'exercice précédent et de 39 millions de dollars par rapport au dernier trimestre. La diminution d'une année sur l'autre est attribuable à la réduction soutenue des créances irrécouvrables aux États-Unis. Le regain d'activité des marchés des capitaux a donné lieu à une certaine stabilité dans des secteurs tels l'électricité et l'énergie, les télécommunications et la câblodistribution. Alors que la plupart des principaux emprunteurs du secteur de l'électricité et de l'énergie ont mené à terme la restructuration de leurs dettes, nous continuons de gérer ce portefeuille de façon proactive. Dans l'ensemble, même si les conditions d'emprunt se sont améliorées, la gestion prudente de nos portefeuilles de crédit demeure une priorité de la Banque, étant donné la conjoncture économique incertaine.

Le montant net total des prêts douteux, déduction faite de la provision pour créances irrécouvrables (spécifique et générale), s'est établi à 317 millions de dollars, une amélioration importante par rapport à 702 millions de dollars au même trimestre un an auparavant. Le montant net total des prêts douteux fléchit maintenant depuis quatre trimestres consécutifs, avec un recul de 61 millions de dollars au trimestre à l'étude. Ces améliorations sont largement attribuables au niveau moins élevé de prêts douteux de Scotia Capitaux et à l'incidence de la vente des opérations de Scotiabank Quilmes, en Argentine l'an dernier.

Risque de marché

La valeur à risque (VAR) est une des principales mesures des risques liés aux activités de la Banque sur les marchés, représentant la perte éventuelle liée à la détention d'une position pour un jour, à un niveau de confiance de 99 %. Ce trimestre, la VAR moyenne sur un jour s'est chiffrée à 9,0 millions de dollars, une légère hausse par rapport à 8,6 millions de dollars au deuxième trimestre. Cette hausse est attribuable à une position plus importante en ce qui a trait aux actions.

Au troisième trimestre, le revenu quotidien moyen de négociation s'est inscrit à 2,9 millions de dollars, en baisse par rapport à 3,3 millions de dollars au deuxième trimestre. Le revenu de négociation a été positif plus de 90 % du temps au cours du trimestre.

Risque de liquidité

À la fin du troisième trimestre de 2003, les actifs liquides se sont accrues pour s'établir à 70 milliards de dollars, représentant 25 % de l'actif total, comparativement à 23 % de l'actif total à la fin du trimestre précédent.

Au quotidien, certaines activités de la Banque exigent la mise en gage d'actifs. Le total de ces actifs s'est établi à 43 milliards de dollars au 31 juillet 2003, comparativement à 51 milliards de dollars au 30 avril 2003. La plupart des actifs engagés sont liés au rachat de titres ou à des opérations d'emprunt.

Bilan

Au 31 juillet 2003, l'actif total s'établissait à 282 milliards de dollars, en baisse de 18 milliards de dollars par rapport à l'an dernier. La diminution est presque entièrement attribuable au raffermissement du dollar canadien, qui s'est apprécié de 13 % par rapport au dollar US au cours de la dernière année. Par ailleurs, les actifs acquis en vertu d'ententes de revente ont diminué, de même que les prêts aux sociétés aux États-Unis; la diminution est également attribuable à l'incidence de la vente des opérations de Scotiabank Quilmes et à la titrisation de prêts hypothécaires. Le crédit aux particuliers au Canada s'est toutefois accru de façon importante, notamment une hausse de 4 milliards de dollars des soldes hypothécaires et de 3 milliards de dollars des prêts personnels. En plus, il y a eu un accroissement de 1 milliard de dollars des prêts aux entreprises au Canada, ainsi que des niveaux plus élevés de valeurs détenues aux fins de négociation. Compte non tenu de l'incidence de la conversion des comptes libellés en monnaies étrangères, les portefeuilles de prêts hypothécaires et de prêts personnels de Scotiabank Inverlat se sont accrus de plus de 35 % au cours de l'exercice, parallèlement à une croissance des activités aux Antilles.

Par rapport au dernier trimestre, l'actif a reculé de 10 milliards de dollars, principalement en raison de niveaux moins élevés d'actifs acquis en vertu d'ententes de revente et de l'incidence de la conversion des comptes libellés en monnaies étrangères. Au Canada, les prêts hypothécaires résidentiels ont connu une croissance record, et les prêts personnels affichent une vigueur soutenue.

Le passif a augmenté de 3 milliards de dollars par rapport au même trimestre un an auparavant, compte tenu d'un rajustement en raison de l'appréciation du dollar canadien et de la vente des opérations de Scotiabank Quilmes l'an dernier. Cette hausse résulte de la croissance soutenue de 3 milliards de dollars du très en demande Maître Compte, et de l'augmentation de 3 milliards de dollars des soldes moyens des comptes courants au Canada. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le niveau moins élevé des dépôts auprès d'autres banques et les obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat.

Le surplus de la valeur marchande par rapport à la valeur comptable du portefeuille de titres de placement de la Banque s'est accru sensiblement pour atteindre 659 millions de dollars à la fin du trimestre à l'étude, contre 418 millions de dollars au 30 avril 2003, principalement en raison de la hausse de la valeur des portefeuilles de titres de la Banque stimulée par une meilleure conjoncture des marchés boursiers en Amérique du Nord.

Capital

La situation du capital de la Banque demeure très ferme. Le coefficient du capital-actions ordinaire à l'actif (qui représente le capital-actions ordinaires moins l'écart d'acquisition et les actifs incorporels en pourcentage de l'actif rajusté en fonction du risque) s'est établi à 8,7 %, soit un des plus élevés des banques canadiennes et une hausse importante par rapport à 8,0 % un an auparavant et à 8,4 % au trimestre précédent.

Le capital de catégorie 1 s'établissait à 10,6 %, ce qui représente une amélioration de 80 points de base par rapport au dernier exercice et de 30 points de base par rapport au trimestre précédent. Le capital de catégorie 1 a progressé au cours du trimestre pour s'établir à 16,7 milliards de dollars, en raison d'une augmentation des bénéfices non répartis.

Dividendes

Lors d'une réunion tenue le 26 août 2003, les membres du conseil d'administration ont approuvé un dividende trimestriel de 0,44 \$ par action ordinaire, payable le 29 octobre 2003, aux porteurs d'actions inscrits le 7 octobre 2003.

Faits nouveaux

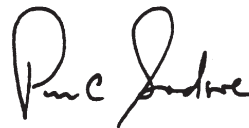
Après la fin du trimestre, le 14 août, la quasi-totalité de l'Ontario et du nord-est des États-Unis a subi une panne d'électricité d'envergure qui a touché tant les particuliers que les entreprises, y compris la Banque Scotia. Grâce à des plans efficaces de continuité des opérations et aux efforts remarquables de nos employés, nous avons pu continuer nos activités et offrir nos services où il était possible de le faire. Nos services bancaires par téléphone et par Internet sont demeurés fonctionnels pendant toute la panne. Nous sommes d'avis que cet incident n'aura pas d'incidence importante sur la Banque. Nous aimerions, toutefois, nous excuser auprès de nos clients pour les dérangements. Nous désirons les remercier, ainsi que nos employés, pour leur patience et leur soutien.

Perspectives économiques

La conjoncture économique mondiale demeure stagnante et continue d'avoir un effet sur plusieurs des principaux marchés de la Banque. Les marchés de l'emploi déprimés, le rythme atténué des investissements des entreprises et les répercussions persistantes de la baisse marquée du dollar américain posent des défis. Cependant, il devient de plus en plus évident que les États-Unis réagissent aux politiques monétaire et fiscale très axées sur la croissance, ce qui devrait donner un nouvel élan à l'économie, en particulier en Amérique du Nord.

Dans l'ensemble, le redressement prévu de l'activité économique mondiale restera inégal jusqu'au début de l'année 2004. Nous prévoyons que l'inflation et les taux d'intérêt demeureront très faibles par comparaison avec les résultats passés.

Malgré ce contexte économique riche en défis, la Banque s'attend à atteindre ses objectifs de rendement pour l'année.



Peter C. Godsoe
Président du conseil et
chef de la direction

Résultats par secteur d'activité

Opérations canadiennes

Les Opérations canadiennes, incluant les activités de Gestion de patrimoine, continuent d'afficher une croissance soutenue, ayant inscrit un revenu net de 272 millions de dollars pour le troisième trimestre, soit une hausse de 4 % par rapport à l'an dernier. Ce montant représente 43 % du revenu net total enregistré par la Banque au cours du trimestre. Comparativement au trimestre précédent, le revenu net s'est accru de 3 %, par suite d'une hausse de 4 % des revenus.

Le revenu d'intérêts net a enregistré une légère hausse par rapport à l'an dernier, la croissance solide des activités de prêt et des dépôts de base ayant été contrebalancée par la diminution des marges. La croissance des actifs a été tirée principalement des prêts hypothécaires résidentiels, les soldes hypothécaires ponctuels s'étant accrus de 2,4 milliards de dollars au cours du trimestre, un record. Le crédit renouvelable et les prêts aux entreprises ont également enregistré des hausses significatives.

Les autres revenus ont augmenté de 21 millions de dollars (ou de 6 %) d'une année sur l'autre, en dépit de la vente, l'an dernier, des activités dans le secteur des services aux commerçants. Les revenus tirés du courtage de détail se sont accrus de 22 % après avoir enregistré un rendement faible au cours de plusieurs trimestres. Par rapport au dernier trimestre, la croissance des autres revenus s'est avérée encore plus solide, à 13 %, et ce, encore grâce au courtage de détail, ainsi qu'à la hausse des commissions liées aux opérations bancaires des particuliers et des entreprises.

Quant à la qualité du crédit, elle est demeurée solide pour les portefeuilles de prêts aux particuliers et aux entreprises.

Les coûts d'exploitation ont augmenté légèrement par rapport à ceux enregistrés au même trimestre l'an dernier. Par suite du rajustement découlant de la vente des activités dans le secteur des services aux commerçants, les coûts se sont accrus de 4 %, principalement en raison du niveau plus élevé de la rémunération à base d'actions et liée au rendement, ainsi que de l'augmentation des frais d'acquisition des prêts hypothécaires. Ces facteurs étaient également largement responsables de la hausse des coûts au trimestre précédent. Autres faits saillants du trimestre :

- La Banque Scotia arrive en tête des grandes banques canadiennes au chapitre de la satisfaction au travail des conseillers financiers. C'est ce que révèle un récent bulletin d'évaluation émis par la publication nationale *Investment Executive*, destinée aux professionnels de l'industrie canadienne des services financiers. La note de 8,8 de la Banque Scotia est de un point et demi supérieure à la moyenne de l'industrie. La Banque s'est améliorée dans 18 catégories sur 20, marquant des progrès importants en matière d'efficacité technique, de formation et de culture d'entreprise.
- La Banque Scotia continue d'améliorer son service à la clientèle petites entreprises en mettant à la disposition de cette dernière le logiciel interactif en ligne Rédacteur de plans de gestion Scotia1, dans le site banquescotia.com. Ce logiciel consiste en un guide interactif détaillé pour l'établissement d'un plan de gestion qui englobe les objectifs professionnels et personnels des propriétaires de petites entreprises. En outre, un processus automatisé a été lancé afin d'accélérer et de faciliter l'ouverture des comptes de petites entreprises.
- Nos fructueux programmes de contact avec les clients poursuivent leur développement. Les responsables des ventes, en succursale, reçoivent maintenant une gamme élargie de mises en contact ciblées – issues quotidiennement des dépôts

importants en passant par les solutions de placement et les possibilités de nouveaux prêts hypothécaires. Cette année, plus de 1,3 million de mises en contact ont été transmises électroniquement aux représentants des ventes, ce qui s'est traduit par un accroissement des ventes et de la productivité.

- Nous cherchons constamment à augmenter la productivité et à améliorer le service clientèle. Ainsi :
 - Nous avons lancé, dernièrement, une demande en ligne entièrement intégrée permettant aux étudiants de faire une demande de compte d'opérations bancaires courantes Privilèges postsecondaires Scotia, d'assurance créances, de Ligne de crédit Scotia® pour étudiants ou de compte VISA classique.
 - Le processus de vente de l'assurance créances a été automatisé et simplifié, ce qui réduit considérablement le temps requis pour remplir la proposition d'assurance et permet au personnel de se consacrer davantage aux clients.
- Nos plus récents fonds communs – les Fonds Portefeuilles Partenaires Scotia^{MC} et les Fonds Sélection Scotia^{MC} – ont connu des ventes remarquables depuis leur lancement en décembre 2002 et avril 2003, respectivement. Ces ventes combinées ont totalisé près de 140 millions de dollars, résultat excellent si l'on considère la faiblesse générale du marché.
- Placement direct ScotiaMcLeod (PDSM) rehausse encore ses niveaux de service. Selon une étude réalisée par Gomez Canada, société indépendante renommée de consultants, PDSM s'est classé deuxième parmi toutes les firmes canadiennes de courtage en direct dans deux importants segments de clientèle qui représentent plus de 85 % de la clientèle du courtage en ligne.
- Afin d'intensifier notre prédominance en matière de financement automobile dans l'industrie, nous continuons d'axer nos efforts sur l'automatisation comme principale voie d'accès au service pour nos clients. Plus de 87 % de tous les clients ayant recours au financement des stocks utilisent maintenant notre technologie en ligne - le Portail de financement des stocks d'automobiles – pour gérer leurs stocks financés et leurs paiements. En plus des notes très élevées qu'il a obtenues dans des sondages indépendants réalisés auprès des clients, le portail a reçu le prestigieux ITX Award for Business Value 2003 en juin dernier.

Scotia Capitaux

Le revenu réalisé par Scotia Capitaux au troisième trimestre se chiffre à 193 millions de dollars, soit une hausse appréciable de 137 millions de dollars par rapport à il y a un an et une hausse de 24 millions de dollars comparativement au trimestre précédent, la qualité du crédit ayant continué de s'améliorer.

Les opérations de change et les émissions de titres de créance et de valeurs mobilières ont affiché des rendements records, alors que les autres secteurs ont obtenu des rendements solides. Cependant, le revenu total a diminué de 4 % par rapport à l'exercice précédent en raison du rétrécissement de l'écart des marges de financement, des effets du raffermissement du dollar canadien et de la baisse des actifs du secteur des prêts aux grandes entreprises.

La provision pour créances irrécouvrables a diminué à nouveau ce trimestre et s'établit à 132 millions de dollars, soit une baisse importante de 220 millions de dollars par rapport au même trimestre de l'an dernier qui est entièrement attribuable au portefeuille américain. En comparaison du trimestre précédent, les créances irrécouvrables affichent également une amélioration, les

provisions ayant baissé au Canada et en Europe. Malgré ces bons résultats, la gestion du risque de crédit est encore jugée comme une priorité absolue au sein de la division.

Le total des frais s'est accru de 11 % par rapport à l'an dernier et de 5 % par rapport au trimestre précédent en raison principalement du niveau plus élevé de la rémunération liée au rendement. Les autres frais ont de nouveau été bien maîtrisés.

Autres faits saillants :

- Scotia Capitaux a agi à titre de co-chef de file principal pour le premier appel public à l'épargne (PAPE) de 1 milliard de dollars du fonds de revenu du Groupe Pages Jaunes, soit le principal éditeur d'annuaires téléphoniques au Canada. Cette transaction, qui a été conclue le 1^{er} août, s'est avérée le plus important PAPE réalisé au Canada pour une fiducie de revenu. Scotia Capitaux a également agi comme co-arrangeur principal à l'égard des facilités de crédit de premier rang de 1,3 milliard de dollars de cette société.
- Scotia Capitaux a agi à titre de chef de file pour l'émission de créances de premier rang de 500 millions de dollars américains pour Calpine Corporation, et comme arrangeur pour des prêts à terme de 750 millions de dollars américains. La transaction comprenait également un rôle de co-chef de file pour une émission d'obligations de 2,5 milliards de dollars américains.
- Lors du récent refinancement d'Owens-Illinois Inc., Scotia Capitaux a décroché le rôle de co-agent pour des facilités de crédit garanti de premier rang de 1 milliard de dollars américains. Nous avons également agi à titre de co-arrangeur principal pour une deuxième facilité de crédit de 840 millions de dollars américains, et nous avons servi de co-chef de file pour une émission d'obligations totalisant 900 millions de dollars américains.
- Scotia Capitaux a participé, en tant que co-arrangeur, au refinancement de facilités de crédit de premier rang s'élevant à 800 millions de dollars pour Abitibi Consolidated Inc. Dans le cadre de cette transaction, nous avons également agi à titre de co-chef de file pour une émission d'obligations de l'ordre de 500 millions de dollars américains, et avons participé à l'établissement de swaps de taux d'intérêt connexes.
- Nous sommes intervenus en tant que co-chef de file principal de l'émission inaugurale de 300 millions de dollars de billets garantis de premier rang par AltaLink L.P., l'entreprise de Calgary qui est responsable des services de Transmission d'électricité à environ 85 % des clients de l'Alberta.

Opérations internationales

Les Opérations internationales ont enregistré un revenu net de 175 millions de dollars ce trimestre, soit un recul de 37 millions de dollars par rapport à l'an dernier, le principal facteur étant l'effet de la conversion du dollar canadien, actuellement à la hausse. Toutefois, les résultats ont progressé de 4 millions de dollars comparativement au trimestre précédent, malgré l'appréciation supplémentaire du dollar canadien par rapport au dollar américain ce trimestre.

La contribution de Scotiabank Inverlat a marqué une nette hausse par rapport à l'an dernier et au trimestre précédent par suite de la prise de participation additionnelle de 36 % de la Banque dans Scotiabank Inverlat le 30 avril 2003. En outre, ses bénéfices ont augmenté en raison de la solide croissance des prêts aux particuliers et aux entreprises et des dépôts de base. Les résultats des autres activités de la Banque en Amérique latine ont accusé un recul à la fois par rapport à l'an dernier et au dernier trimestre, ce qui s'explique principalement par les

bénéfices plus faibles réalisés sur la vente des obligations des marchés naissants.

Le revenu net dans les Antilles a été inférieur de 9 % à celui de l'an dernier en raison surtout de l'appréciation du dollar canadien par rapport à la plupart des devises antillaises, ce qui a eu pour effet d'éclipser les bons résultats de nombreux secteurs d'activité. Cependant, les résultats se sont améliorés au dernier trimestre par suite de la croissance du revenu d'intérêts net et de la diminution des pertes sur prêts.

En Asie, les bénéfices enregistrés ont été inférieurs à ceux obtenus l'an dernier et au dernier trimestre, ce qui s'explique surtout par les fluctuations des créances irrécouvrables et par l'appréciation du dollar canadien.

Autres faits saillants du trimestre :

- En République Dominicaine, la Banque Scotia a conclu une entente portant sur l'acquisition de 40 succursales et de certains actifs financiers (notamment des comptes de cartes de crédit et des portefeuilles de prêts personnels et commerciaux) et sur l'embauche de 460 employés de l'institution financière Banco Intercontinental. Cet investissement s'inscrit dans notre stratégie de croissance dans les Antilles hispanophones et fera de la Banque Scotia la cinquième banque privée du pays quant au nombre de succursales.
- La plateforme bancaire internationale (PBI) qui fournit les systèmes d'automatisation de pointe (opérations bancaires sans papier) au personnel de première ligne et aux clients a été pilotée avec succès dans les Antilles. La PBI seconde la plateforme de distribution des ventes en mettant à la disposition du personnel des outils électroniques destinés à répondre de façon proactive aux besoins des clients. La prochaine phase de mise en œuvre est prévue à la fin de septembre aux Bahamas et le lancement global dans les autres pays des Antilles et de l'Amérique centrale doit avoir lieu au cours des 12 prochains mois.
- Au Mexique, Scotiabank Inverlat a lancé un système de gestion des relations avec la clientèle (GRC) qui accroîtra considérablement sa capacité de segmenter son bassin de clients et permettra à son personnel de succursale de mieux déterminer quels produits et services bancaires conviennent aux clients. Fondée sur le système GRC canadien, cette version a été adaptée en fonction des caractéristiques uniques du marché mexicain. Son lancement coïncide avec la réorganisation du réseau de succursales et de la structure administrative qui vise à raccourcir les voies de communication et à favoriser une culture de vente et service efficace.
- Nous poursuivons l'expansion de nos activités de gestion de patrimoine dans les Antilles avec le lancement aux Bahamas d'un centre bancaire privé destiné à répondre aux besoins uniques et variés de nos clients bien nantis.

Autres

Les autres secteurs d'activité ont enregistré une perte de 14 millions de dollars ce trimestre, comparativement à un revenu net de 34 millions de dollars l'an dernier. Ce résultat est principalement attribuable à une baisse du revenu d'intérêts au sein de la Trésorerie de Groupe imputable à la détention d'un nombre réduit de titres de placement. De plus, la part des actionnaires sans contrôle a grimpé à la suite de la mise en circulation de titres Scotia BaTS II supplémentaires. Ces charges ont été contrebalancées par une réduction des dividendes versés sur les actions privilégiées.

Autres initiatives

Commerce électronique

- La Banque Scotia a lancé « Vérifié par VISA », un service international offert par VISA qui procure aux clients qui effectuent des achats par Internet une sécurité additionnelle grâce à l'utilisation d'un mot de passe.
- Le *Global Finance*, un éditeur américain spécialisé dans l'industrie des services financiers mondiaux, a désigné la Banque Scotia comme la « meilleure banque offrant des services bancaires par Internet aux consommateurs » et la « meilleure banque offrant des services bancaires par Internet aux grandes entreprises et aux institutions » au Canada.

Employés et ressources humaines

- Le 13 mai dernier, le Groupe Banque Scotia était l'hôte d'une table ronde organisée pour le lancement de la première Année de la dépendance et de la santé mentale dans le monde des affaires, et c'est à cette occasion que des chefs de file du milieu des affaires et des experts en soins de santé ont appuyé une Charte sur la santé mentale dans l'économie mondiale. Les maladies mentales représentent la principale cause d'invalidité dans le marché de l'emploi au Canada, et chaque année, elles causent 11 milliards de dollars en pertes de production seulement. La promotion de la charte sera effectuée au cours de la prochaine année afin de mobiliser les secteurs privé et public et de lutter contre la dépression, l'anxiété et la dépendance.
- Au nom du Women's Executive Network, qui représente 8 500 femmes de partout au Canada, la Banque Scotia a accueilli des cadres dirigeants féminins à une réunion tenue le 30 juillet, à Toronto. Au cours de cette réunion, les résultats d'un récent sondage réalisé par Environics ont été communiqués. Ce sondage révèle que 70 % des Canadiens croient avoir le contrôle de l'équilibre entre leur vie professionnelle et leur vie privée. La Banque s'engage à travailler en étroite collaboration avec ses employés afin de trouver des solutions créatives pour les aider à équilibrer leur travail et leur vie personnelle.

Engagement dans la collectivité

- La Banque Scotia s'est classée parmi les 10 premières institutions figurant sur la liste des 50 entreprises canadiennes ayant le plus grand sens des responsabilités sociales. Cette liste a été établie par Corporate Knights, un groupe fondé pour promouvoir les responsabilités sociales des entreprises canadiennes. Le classement a été effectué selon des critères tels

que la sécurité des produits et les pratiques commerciales, l'environnement, les relations avec les employés, la diversité du personnel, le rendement des actions sur une période de cinq ans, la régie d'entreprise et l'engagement social.

- Plus de 125 entreprises de première ligne luttant contre la fraude, y compris la Banque Scotia et des bénévoles d'ABCs of Fraud, ont participé à la conférence nationale « I's on Fraud » à Ottawa, le 9 mai dernier, afin de découvrir des moyens de lutter contre l'usurpation d'identité, la fraude par Internet et les opérations de placement frauduleuses. Le programme national de sensibilisation à la fraude de la Banque Scotia a pour but d'informer, de sensibiliser et de conseiller les personnes âgées sur la fraude. Depuis la création du programme en 1996, plus de 1 400 présentations ont été effectuées auprès de plus de 57 000 personnes.
- La première course annuelle Rouler vers demain de la fondation Rick Hansen, commanditée par la Banque Scotia, a accueilli le 14 juin quelque 10 000 participants dans 200 villes du Canada. Cette course a permis de récolter plus de 500 000 \$ et la fondation continue de recevoir des dons. Les personnes ont participé à la course en utilisant leur fauteuil roulant, leur vélo, leurs patins, ou en courant ou marchant pour amasser des fonds afin de venir en aide aux personnes qui ont subi des lésions de la moëlle épinière et de mieux faire connaître les problèmes de santé qui y sont liés.
- Les employés du Groupe Banque Scotia à Hong Kong ont fait un don de 90 000 \$ HK au We Care Educational Fund. Le fonds sera utilisé pour payer les frais de scolarité et de subsistance immédiats et futurs de 68 enfants, nouveaux-nés, enfants ou adolescents, dont les parents sont décédés des suites du SRAS.
- Daytripper's Children's Charity a récemment financé un voyage organisé par une école pour un 5 000^e enfant, et s'attend à pouvoir financer plus de 40 voyages pour environ 2 500 enfants cette année. Depuis 1999, avec le soutien de la Banque Scotia, son commanditaire fondateur, Daytrippers a donné la chance à des étudiants de première à huitième année des quartiers à faible revenu de Toronto de participer à des voyages organisés par leur école auxquels ils n'auraient pas accès autrement.
- Au Manitoba, la Banque Scotia a versé un don de 10 000 \$ qui sera affecté à la recherche de même qu'à l'impression d'un guide sur l'embauche de personnes handicapées dans le secteur des petites entreprises. Le guide fait partie intégrante du Hiring Incentive Project piloté par l'agence Reaching E-Quality Employment Services de Winnipeg.

Données par secteur d'activité

Opérations canadiennes

<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i> <i>(base de mise en équivalence fiscale)¹⁾</i>	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002
Revenu d'intérêts net	866 \$	861 \$	861 \$	2 596 \$	2 546 \$
Provision pour créances irrécouvrables	(71)	(77)	(69)	(224)	(211)
Autres revenus	399	352	378	1 122	1 150
Frais autres que d'intérêts	(778)	(738)	(759)	(2 232)	(2 242)
Provision pour impôts sur le revenu	(144)	(134)	(149)	(432)	(448)
Revenu net	272 \$	264 \$	262 \$	830 \$	795 \$
Actif moyen (en milliards de dollars)	102 \$	100 \$	94 \$	100 \$	92 \$
Rendement des capitaux propres	30,8 %	31,0 %	28,7 %	31,5 %	30,6 %

Scotia Capitaux

<i>(Non vérifié) (en millions de dollars)</i> <i>(base de mise en équivalence fiscale)¹⁾</i>	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002
Revenu d'intérêts net	315 \$	336 \$	388 \$	970 \$	1 255 \$
Provision pour créances irrécouvrables	(132)	(171)	(352)	(527)	(881)
Autres revenus	330	315	285	994	912
Frais autres que d'intérêts	(262)	(250)	(236)	(741)	(774)
Provision pour impôts sur le revenu	(58)	(61)	(29)	(196)	(190)
Revenu net	193 \$	169 \$	56 \$	500 \$	322 \$
Actif moyen (en milliards de dollars)	116 \$	123 \$	124 \$	120 \$	123 \$
Rendement des capitaux propres	14,2 %	11,5 %	3,2 %	11,3 %	7,6 %

Opérations internationales

<i>(Non vérifié) (en millions de dollars)</i> <i>(base de mise en équivalence fiscale)¹⁾</i>	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002
Revenu d'intérêts net	506 \$	501 \$	521 \$	1 534 \$	1 668 \$
Provision pour créances irrécouvrables	3	(3)	16	(28)	(523)
Autres revenus	174	217	245	584	528
Frais autres que d'intérêts	(402)	(440)	(428)	(1 253)	(1 427)
Provision pour impôts sur le revenu	(71)	(66)	(105)	(198)	(145)
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	(35)	(38)	(37)	(126)	(104)
Revenu net	175 \$	171 \$	212 \$	513 \$	(3) \$ ²⁾
Actif moyen (en milliards de dollars)	50 \$	53 \$	56 \$	53 \$	59 \$
Rendement des capitaux propres	21,7 %	21,9 %	25,1 %	21,2 %	(1,1) % ²⁾

Autres³⁾

<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i> <i>(base de mise en équivalence fiscale)¹⁾</i>	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002
Revenu d'intérêts net ⁴⁾	(132)\$	(162)\$	(108)\$	(466)\$	(428)\$
Provision pour créances irrécouvrables	–	3	5	6	15
Autres revenus	106	81	88	308	333
Frais autres que d'intérêts	(11)	(1)	28	(11)	31
Provision pour impôts sur le revenu ⁴⁾	57	103	43	224	189
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	(34)	(32)	(22)	(87)	(40)
Revenu net	(14)\$	(8)\$	34 \$	(26)\$	100 \$
Actif moyen (en milliards de dollars)	16 \$	16 \$	21 \$	17 \$	23 \$

Total

<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002
Revenu d'intérêts net	1 555 \$	1 536 \$	1 662 \$	4 634 \$	5 041 \$
Provision pour créances irrécouvrables	(200)	(248)	(400)	(773)	(1 600)
Autres revenus	1 009	965	996	3 008	2 923
Frais autres que d'intérêts	(1 453)	(1 429)	(1 395)	(4 237)	(4 412)
Provision pour impôts sur le revenu	(216)	(158)	(240)	(602)	(594)
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	(69)	(70)	(59)	(213)	(144)
Revenu net	626 \$	596 \$	564 \$	1 817 \$	1 214 \$
Actif moyen (en milliards de dollars)	284 \$	292 \$	295 \$	290 \$	297 \$
Rendement des capitaux propres	17,7 %	17,2 %	16,2 %	17,2 %	11,7 %

1) La Banque analyse le revenu selon une BMEF, ce qui permet de majorer le revenu exempt d'impôts gagné à l'égard de certains titres selon une base de mise en équivalence fiscale avant impôts et d'imputer une opération symétrique au poste de la provision pour impôts sur le revenu. Cela permet d'effectuer une évaluation et une comparaison uniformes des revenus d'intérêts nets de sources imposables et non imposables.

2) Si l'on exclut les charges de 540 \$ (après impôts) afférentes à l'Argentine, le revenu net et le rendement des capitaux sont respectivement de 537 \$ et 21,4 % pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2002.

3) Comprend les revenus de toutes les autres petites unités d'exploitation et les rajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt déclarée dans le revenu d'intérêts net et la provision pour impôts sur le revenu, les écarts entre les montants réels des coûts engagés et imputés aux unités d'exploitation, et l'incidence des titrisations.

4) Inclut l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt déclarée dans le revenu d'intérêts net ainsi que les provisions pour impôts sur le revenu des périodes de trois mois terminées le 31 juillet 2003 (75 \$), le 30 avril 2003 (67 \$), le 31 juillet 2002 (71 \$) et des périodes de neuf mois terminées le 31 juillet 2003 (210 \$) et le 31 juillet 2002 (200 \$) pour en arriver aux montants comptabilisés dans l'état consolidé des revenus.

Données par secteur géographique

<i>(non vérifié)</i>	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002
Revenu net (en millions de dollars)					
Canada	375 \$	386 \$	359 \$	1 192 \$	1 218 \$
États-Unis	89	67	(23)	204	(100)
Autres pays	205	159	244	514	150
Rajustements du siège social	(43)	(16)	(16)	(93)	(54)
	626 \$	596 \$	564 \$	1 817 \$	1 214 \$
Actif moyen (en milliards de dollars)					
Canada	177 \$	175 \$	165 \$	174 \$	163 \$
États-Unis	32	37	44	36	45
Autres pays	71	77	81	76	83
Rajustements du siège social	4	3	5	4	6
	284 \$	292 \$	295 \$	290 \$	297 \$

États financiers consolidés intermédiaires

État consolidé des revenus

	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>					
Revenu d'intérêts					
Prêts	2 473 \$	2 511 \$	2 529 \$	7 606 \$	7 799 \$
Valeurs mobilières	718	753	819	2 205	2 353
Dépôts à d'autres banques	111	109	135	342	436
	3 302	3 373	3 483	10 153	10 588
Frais d'intérêts					
Dépôts	1 294	1 306	1 360	4 011	4 165
Débitures subordonnées	26	42	48	113	158
Autres	427	489	413	1 395	1 224
	1 747	1 837	1 821	5 519	5 547
Revenu d'intérêts net	1 555	1 536	1 662	4 634	5 041
Provision pour créances irrécouvrables	200	248	400	773	1 600
Revenu d'intérêts net après provision pour créances irrécouvrables	1 355	1 288	1 262	3 861	3 441
Autres revenus					
Services de dépôt, de paiement et de cartes	202	184	209	591	623
Services de placement, de courtage et de fiducie	157	144	164	453	496
Commissions de crédit	181	171	173	526	502
Services de banque d'investissement	296	280	239	902	792
Gains nets sur valeurs détenues à des fins de placement	28	54	105	93	195
Revenus de titrisation	43	20	35	114	97
Autres	102	112	71	329	218
	1 009	965	996	3 008	2 923
Revenu d'intérêts net et autres revenus	2 364	2 253	2 258	6 869	6 364
Frais autres que d'intérêts					
Salaires et autres prestations au personnel	877	825	814	2 508	2 568
Frais de locaux et de technologie	295	282	282	851	875
Communications et commercialisation	109	114	120	334	365
Autres frais	172	177	179	513	604
Perte sur la cession des activités d'une filiale	–	31	–	31	–
	1 453	1 429	1 395	4 237	4 412
Revenu avant les éléments ci-dessous	911	824	863	2 632	1 952
Provision pour impôts sur le revenu	216	158	240	602	594
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	69	70	59	213	144
Revenu net	626 \$	596 \$	564 \$	1 817 \$	1 214 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées et autres	10	24	27	61	81
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	616 \$	572 \$	537 \$	1 756 \$	1 133 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (<i>en milliers</i>) :					
De base	505 226	503 494	504 755	504 418	504 468
Dilué	513 750	511 252	513 533	512 430	513 365
Revenu net par action ordinaire (<i>en dollars</i>) :					
De base	1,22 \$	1,14 \$	1,07 \$	3,48 \$	2,25 \$
Dilué	1,20 \$	1,12 \$	1,05 \$	3,43 \$	2,21 \$

Bilan consolidé

	Au			
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 octobre 2002	31 juillet 2002
Actif				
Liquidités				
Encaisse et dépôts à d'autres banques sans intérêt	1 301 \$	1 312 \$	1 664 \$	1 396 \$
Dépôts à d'autres banques portant intérêt	15 776	15 554	16 582	18 035
Métaux précieux	2 188	1 877	2 027	1 764
	19 265	18 743	20 273	21 195
Valeurs mobilières				
Placement	19 186	20 023	21 602	22 692
Négociation	40 435	38 509	34 592	34 098
	59 621	58 532	56 194	56 790
Prêts				
Prêts hypothécaires à l'habitation	59 189	57 300	56 295	56 231
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	25 325	24 647	23 363	22 445
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	68 762	72 931	77 181	79 841
Actifs acquis en vertu d'ententes de revente	22 843	30 269	32 262	31 935
	176 119	185 147	189 101	190 452
Provision pour créances irrécouvrables	3 498	3 576	3 430	3 877
	172 621	181 571	185 671	186 575
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	6 956	7 611	8 399	8 135
Terrains, bâtiments et matériel	2 019	2 054	2 101	2 141
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation	14 639	16 193	15 821	16 997
Écarts d'acquisition	348	371	299	349
Autres actifs incorporels	282	290	305	313
Autres éléments d'actif	6 409	6 335	7 317	7 262
	30 653	32 854	34 242	35 197
	282 160 \$	291 700 \$	296 380 \$	299 757 \$
Passif et avoir des actionnaires				
Dépôts				
Particuliers	77 144 \$	76 783 \$	75 558 \$	75 765 \$
Entreprises et administrations publiques	90 398	87 488	93 830	93 507
Banques	22 742	24 947	26 230	28 236
	190 284	189 218	195 618	197 508
Autres				
Acceptations	6 956	7 611	8 399	8 135
Obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	27 904	35 777	31 881	32 767
Obligations relatives aux valeurs vendues à découvert	9 640	9 141	8 737	9 768
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation	14 144	15 871	15 500	15 930
Autres engagements	13 463	14 288	15 678	14 931
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 335	2 318	1 912	1 888
	74 442	85 006	82 107	83 419
Débitures subordonnées	2 701	3 073	3 878	3 896
Avoir des actionnaires				
Actions privilégiées	800	800	1 275	1 575
Actions ordinaires	3 130	3 063	3 002	2 993
Bénéfices non répartis	10 803	10 540	10 500	10 366
	14 733	14 403	14 777	14 934
	282 160 \$	291 700 \$	296 380 \$	299 757 \$

État consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires

Pour la période de
neuf mois terminée le

<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>	31 juillet 2003	31 juillet 2002
Actions privilégiées		
Banque :		
Solde au début de la période	1 025 \$	1 525 \$
Actions rachetées	(475)	(200)
Solde à la fin de la période	550	1 325
Société de placement hypothécaire Scotia	250	250
Total	800	1 575
Actions ordinaires		
Solde au début de la période	3 002	2 920
Émissions	145	92
Rachats aux fins d'annulation	(17)	(19)
Solde à la fin de la période	3 130	2 993
Bénéfices non répartis		
Solde au début de la période	10 500	9 913
Effet cumulatif de la nouvelle convention comptable pour les écarts d'acquisition et autres actifs incorporels	-	(76)
	10 500	9 837
Revenu net	1 817	1 214
Dividendes : actions privilégiées	(42)	(81)
actions ordinaires	(626)	(545)
Gains/(pertes) de change non réalisés, montant net	(692)	98
Prime au rachat et à l'achat d'actions	(144)	(154)
Autres	(10)	(3)
Solde à la fin de la période	10 803	10 366
Total de l'avoir des actionnaires à la fin de la période	14 733 \$	14 934 \$

État consolidé condensé des flux de trésorerie

Provenance et (utilisation) des flux de trésorerie (non vérifié) (en millions de dollars)	Pour le trimestre terminé le		Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Revenu net	626 \$	564 \$	1 817 \$	1 214 \$
Ajustements au revenu net en vue de déterminer les flux de trésorerie	292	459	971	1 682
Intérêts courus nets à recevoir et à payer	68	218	311	(227)
Valeurs détenues aux fins de négociation	(2 323)	1 479	(6 973)	(6 608)
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation, montant net	(183)	(1 053)	(261)	(634)
Autres, montant net	(1 397)	1 128	(1 128)	(30)
	(2 917)	2 795	(5 263)	(4 603)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Dépôts	3 315	1 052	4 123	12 922
Obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	(6 998)	(1 329)	(1 428)	2 867
Obligations relatives aux valeurs vendues à découvert	498	1 126	1 002	3 314
Rachat/remboursement de débiteures subordonnées	(343)	(1 071)	(1 059)	(1 421)
Capital-actions émis	67	14	145	92
Capital-actions remboursé/racheté aux fins d'annulation	–	(310)	(636)	(373)
Dividendes versés en espèces	(233)	(213)	(668)	(626)
Autres, montant net	(257)	(888)	(472)	149
	(3 951)	(1 619)	1 007	16 924
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Dépôts à d'autres banques portant intérêt	(531)	(274)	(350)	(1 092)
Valeurs détenues aux fins de placement	571	2 777	1 081	3 226
Prêts, à l'exclusion des titrisations	6 145	(4 257)	2 623	(16 189)
Titrisations de prêts	705	858	1 836	1 363
Terrains, bâtiments et matériel, déduction faite des cessions	(21)	(40)	(77)	26
Autres, montant net ¹⁾	(6)	–	(471)	(46)
	6 863	(936)	4 642	(12 712)
Incidence des fluctuations des taux de change sur les espèces et quasi-espèces	(23)	(4)	(104)	(79)
Variation nette des espèces et quasi-espèces	(28)	236	282	(470)
Espèces et quasi-espèces au début de la période	899	255	589	961
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	871 \$	491 \$	871 \$	491 \$
Composition :				
Encaisse et dépôts à d'autres banques sans intérêt	1 301 \$	1 396 \$		
Chèques et autres effets en circulation, montant net	(430)	(905)		
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	871 \$	491 \$		
Décaissements effectués pour :				
Intérêts	1 727 \$	2 026 \$	5 438 \$	6 155 \$
Impôts sur le revenu	24 \$	147 \$	311 \$	617 \$

1) Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2003, sont inclus : un placement dans les filiales de 6 \$ (néant au 31 juillet 2002), moins un montant nul en espèces et en quasi-espèces à la date d'acquisition (néant au 31 juillet 2002). Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2003, sont inclus : un placement dans les filiales de 471 \$ (61 \$ au 31 juillet 2002) moins un montant nul en espèces et en quasi-espèces à la date d'acquisition (15 \$ au 31 juillet 2002).

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires *(non vérifiés)* :

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, y compris les exigences comptables du Surintendant des institutions financières du Canada. Ces états financiers consolidés intermédiaires devront être lus de concert avec les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2002, tels que ces derniers sont reproduits dans le Rapport annuel 2002. Les conventions comptables utilisées pour la préparation des présents états financiers consolidés intermédiaires sont conformes aux conventions comptables qui ont été utilisées pour la préparation des états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice, sauf en ce qui concerne la note 1.

1. Nouvelles conventions comptables **Rémunérations à base d'actions**

L'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a publié une nouvelle norme comptable qui requiert l'utilisation d'une méthode axée sur la juste valeur pour certaines dispositions de rémunération à base d'actions. La Banque a adopté de façon prospective la nouvelle norme à compter du 1^{er} novembre 2002 pour l'ensemble de ses régimes à base d'actions. Le passage à cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires ci-joints à la date de l'adoption.

La Banque offre des régimes d'options d'achat d'actions ainsi que d'autres régimes de rémunération à base d'actions à certains employés et cadres non dirigeants admissibles.

Au cours du premier trimestre, la Banque a octroyé des droits à la plus-value d'actions aux termes de son régime d'options d'achat d'actions (« composante DPV »). Les employés pourront alors exercer leur option pour recevoir des actions ou exercer la composante DPV et, partant, recevoir la valeur intrinsèque de l'option d'achat d'actions en espèces. Les variations de l'obligation de la Banque en vertu de la composante DPV, qui découlent des fluctuations du cours des actions ordinaires de la Banque, sont constatées dans le poste « Salaires et autres prestations au personnel » de l'état consolidé des revenus sur la période d'acquisition des droits, de la même manière que pour la comptabilisation des autres régimes de rémunération à base d'actions de la Banque.

Au cours du premier trimestre, la Banque a également attribué rétroactivement la composante DPV aux

options d'achat d'actions octroyées aux employés pour l'exercice 2002; toutes les autres modalités demeurent inchangées. Ces options d'achat d'actions étaient hors du cours à la date de l'attribution. En conséquence, il n'y a eu aucune incidence sur la charge de rémunération à base d'actions de la Banque à la date à laquelle la composante DPV a été attribuée rétroactivement.

Les options d'achat d'actions octroyées avant le 1^{er} novembre 2002 et qui ne sont pas assorties de la composante DPV continuent à être prises en compte par la Banque selon les conventions comptables utilisées pour ses états financiers de fin d'exercice.

À compter du 1^{er} novembre 2002, le coût associé aux options d'achat d'actions octroyées en vertu du régime d'options d'achat d'actions des cadres non dirigeants (qui n'est pas assorti de la composante DPV) est passé en charges selon une méthode axée sur la juste valeur. Au cours du premier trimestre, la Banque a octroyé 38 000 options d'achat d'actions de cadres dirigeants; ces options sont acquises immédiatement. Le coût de 0,5 million de dollars associé à ces options a été calculé en utilisant le modèle d'établissement du prix des options de Black et Scholes et constaté dans le poste « Frais autres que d'intérêts ».

Vente de prêts productifs

Au premier trimestre, une nouvelle convention comptable a été mise en place pour la vente des prêts productifs, l'une des stratégies de gestion du risque de crédit que la Banque utilise. La Banque constate les gains ou les pertes sur la vente de prêts productifs dans le poste « Autres revenus ». Les gains ou les pertes sur la vente de prêts douteux sont imputés à la provision pour créances irrécouvrables. Pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 juillet 2003, les pertes sur la vente de prêts productifs se sont élevées respectivement à 5 millions et 13 millions de dollars.

2. Changement comptable futur

Consolidation des entités à détenteurs de droits variables (EDDV)

En juin 2003, l'ICCA a publié une nouvelle note d'orientation en comptabilité, qui exige la consolidation des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) par le principal bénéficiaire. Une EDDV est

une entité a) dans laquelle l'investissement en capitaux propres à risque est insuffisant pour permettre à l'entité de financer ses activités sans un soutien financier additionnel subordonné d'autres parties et/ou au sein de laquelle certaines caractéristiques essentielles relatives aux intérêts conférant un contrôle financier ne sont pas réunies et b) qui ne répond pas aux critères d'exemption précis. Le principal bénéficiaire est l'entreprise qui soit absorbera la majeure partie des pertes prévues de l'EDDV, soit en retirera des rendements résiduels ou les deux à la fois.

Cette note d'orientation s'appliquera aux états financiers intermédiaires de la Banque à partir du 1^{er} février 2004. Les conséquences de ces modifications pour la Banque n'ont pas encore été déterminées.

3. Résultats d'exploitation sectoriels

La Banque Scotia est une institution de services financiers diversifiée qui offre une vaste gamme de produits et de services financiers à ses clientèles privée, commerciale et grandes entreprises dans le monde entier. La Banque se divise en trois principales unités d'exploitation, à savoir : Opérations canadiennes, Opérations internationales et Scotia Capitaux. Les résultats des unités d'exploitation sont présentés aux pages 9 et 10.

4. Importantes opérations portant sur les capitaux propres

Au premier trimestre, la Banque a amorcé, dans le cours normal de ses activités, une nouvelle offre publique de rachat jusqu'à concurrence de 25 millions d'actions ordinaires de la Banque. Cela représente environ 5 pour cent des actions ordinaires en circulation de la Banque. L'offre se terminera le 5 janvier 2004 ou à une date antérieure, si la Banque mène à bonne fin ses opérations de rachat. La Banque n'a racheté aucune de ses actions ordinaires durant le trimestre. Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2003, 2,8 millions d'actions ordinaires ont été rachetées au cours moyen de 50,67 \$.

Le 29 janvier 2003, la Banque a racheté 225 millions de dollars d'actions privilégiées de série 8 à dividende non cumulatif. Ces actions ont été rachetées au prix unitaire de 26 \$, prix qui comprenait une prime de 1 \$ par action.

Le 13 février 2003, la Banque a réalisé une troisième émission de titres fiduciaires de la Banque Scotia d'une

valeur de 750 millions de dollars, qui sont constatés dans le poste « Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales » du bilan consolidé.

Le 24 mars 2003, des débetures subordonnées au taux de 8,1 % d'un montant de 116 millions de dollars sont arrivées à échéance.

Le 1^{er} avril 2003, la Banque a racheté la totalité de ses débetures subordonnées au taux de 5,4 % d'un montant de 600 millions de dollars.

Le 28 avril 2003, la Banque a racheté 250 millions de dollars d'actions privilégiées de série 9 à dividende non cumulatif. Ces actions ont été rachetées au prix unitaire de 26 \$, prix qui comprenait une prime de 1 \$ par action.

Le 1^{er} mai 2003, des débetures subordonnées au taux de 6,875 % d'un montant de 250 millions de dollars américains sont arrivées à échéance.

5. Placement dans une filiale

Le 30 avril 2003, la Banque a accru sa participation dans Grupo Financiero Scotiabank Inverlat au Mexique, la portant à 91 %. Le prix d'acquisition de cette participation additionnelle de 36 % s'est établi à 465 millions de dollars, payés au comptant. La répartition du prix d'acquisition à la juste valeur des éléments identifiables de l'actif et du passif n'a pas encore été effectuée.

6. Garanties

En février 2003, l'ICCA a publié une note d'orientation concernant la comptabilité sur les informations à fournir sur les garanties. Cette note élargit la définition des garanties et exige des informations beaucoup plus importantes sur celles-ci. La Banque était tenue d'appliquer la note d'orientation à compter du 1^{er} février 2003. Puisque cette note n'exige que la présentation d'informations, son adoption n'a pas eu d'incidence sur l'état consolidé des revenus ni sur le bilan consolidé.

Une garantie s'entend d'un contrat qui peut obliger éventuellement le garant à faire des paiements à un tiers en raison i) de changements dans un taux d'intérêt, un taux de change ou une autre variable sous-jacents, y compris la survenance (ou non) d'un événement lié à un actif, à un passif ou à un titre de capitaux propres détenu par le bénéficiaire de la garantie ou ii) d'une indemnisation fournie au tiers regroupant les caractéristiques susmentionnées ou iii) de l'inexécution d'une obligation contractuelle de la part d'une autre partie, ou iv) de l'inexécution

relativement à sa dette de la part d'une autre partie. Les diverses garanties et les engagements d'indemnisation que la Banque fournit à ses clients et à d'autres tiers sont présentés ci-dessous.

Au 31 juillet 2003 (en millions de dollars)	Montant maximal potentiel des paiements futurs ¹⁾	Valeur com- table
Lettres de crédit de soutien et garanties d'exécution	14 628	–
Instruments dérivés	1 308	26
Concours de trésorerie	15 911	–
Titrisations	2 565	–
Engagements d'indemnisation	442	13
Autres garanties	4	–

1) Le montant maximal potentiel des paiements futurs représente les garanties qui peuvent être quantifiées et il exclut d'autres garanties qui ne peuvent être quantifiées.

Lettres de crédit de soutien et garanties d'exécution

Les lettres de crédit de soutien et les garanties d'exécution représentent l'obligation irrévocable de rembourser un tiers lorsqu'un client ne respecte pas ses obligations financières ou ses obligations de rendement contractuelles. En général, la durée de ces garanties est inférieure à quatre ans. Les types de sûretés détenues par la Banque à l'égard de ces garanties et leur montant sont généralement les mêmes que pour les prêts.

Instruments dérivés

La Banque conclut des contrats de produits dérivés de crédit avec position vendeur aux termes desquels une contrepartie se voit compenser pour des pertes relativement à un actif particulier, habituellement un prêt ou une obligation, si un défaut de paiement ou un autre événement déclencheur se produit. La Banque conclut également des contrats d'options avec position vendeur aux termes desquels une contrepartie se voit octroyer le droit, mais pas l'obligation, de vendre une quantité précise d'un instrument financier à un prix déterminé à l'avance au plus tard à une date fixe. Ces contrats d'options avec position vendeur sont normalement déterminés en fonction de taux d'intérêt, de taux de change ou de cours de titres de participation. La contrepartie de la Banque dans le cadre de contrats de produits dérivés de crédit et de contrats d'options avec position vendeur, qui répondent aux caractéristiques des garanties décrites ci-dessus, est typiquement une entreprise ou une entité gouvernementale. Le montant maximal potentiel des paiements futurs présenté dans le tableau ci-dessus a trait à des contrats de produits dérivés de crédit avec position

vendeur, d'options de vente et de taux planchers. Toutefois, ce montant exclut certains contrats de produits dérivés, tels les contrats de taux plafonds avec position vendeur, étant donné que la nature de ces contrats ne permet pas que l'on puisse les quantifier.

Concours de trésorerie

La Banque offre des concours de trésorerie de sûreté aux canalisateurs de papier commercial garanti par des actifs qui sont gérés par la Banque ou par des tiers. Ces concours constituent une source de financement de rechange advenant qu'une désorganisation des marchés empêche le canalisateur d'émettre du papier commercial ou, dans certains cas, lorsque certaines conditions ou mesures de rendement particulières ne sont pas satisfaites. En général, ces facilités ont une durée d'au plus un an. Aucun montant n'a été comptabilisé au bilan consolidé relativement à ces facilités.

Améliorations des termes de crédit

La Banque offre une amélioration partielle des termes de crédit sous forme de lettres de crédit de soutien à des canalisateurs de papier commercial qui sont gérés par la Banque et par des tiers. Au 31 juillet 2003, ces améliorations des termes de crédit, comprises dans la rubrique « Lettres de crédit de soutien et garanties d'exécution » du tableau ci-dessus, s'élevaient à 818 millions de dollars. L'amélioration des termes de crédit vise à assurer que les billets émis par les canalisateurs se voient attribuer une cote de crédit élevée. En général, ces facilités ont une durée maximale de un an. Aucun montant n'a été comptabilisé au bilan consolidé relativement à ces facilités.

Titrisations

Les ententes de titrisation renouvelables de la Banque peuvent exiger des paiements dans certaines circonstances particulières. Ces garanties demeurent en vigueur pendant la période qu'il reste à courir jusqu'à l'échéance des billets titrisés, soit deux ans en moyenne. Ces paiements sont conditionnels au défaut du maintien d'un portefeuille minimum en raison de l'occurrence de certains événements particuliers prédéterminés.

Engagements d'indemnisation

i) Cession d'entreprises

De temps à autre, la Banque vend la totalité ou une partie des actifs de certaines divisions. Comme il est

de règle dans les conventions d'achat ou de vente, à titre de vendeur, la Banque peut indemniser l'acheteur à l'égard de certains aspects de son exploitation passée de l'entreprise, de réclamations de la part de tiers, ou d'éléments de passif non déclarés, y compris les impôts à payer. De plus, la Banque peut accepter, afin de mener une opération à terme, de conclure des ententes selon lesquelles la responsabilité légale envers un tiers relativement à l'exécution de la part de l'acheteur continue de lui incomber pour une période donnée. La Banque obtient des indemnités appropriées de l'acheteur. Souvent, la convention ne limite qu'en partie la durée et le montant des engagements d'indemnisation de la Banque. Par conséquent, la nature de certains aspects de ces engagements d'indemnisation ne permet pas à la Banque d'évaluer le montant maximal potentiel que la Banque pourrait être tenue de verser. Au 31 juillet 2003, une somme de 13 millions de dollars était comprise dans les autres engagements au bilan consolidé relativement à ces indemnisations.

ii) Réseaux de transferts de valeur

La Banque est membre de nombreux réseaux de transferts de valeur (systèmes de paiement, de compensation et de règlement, et des bourses), y compris, au Canada, du Système automatique de compensation et de règlement et du Système de transfert de paiements de grande valeur (STPGV), tous deux gérés par l'Association canadienne des paiements; elle est également membre de plusieurs autres réseaux à l'échelle internationale. Plusieurs de ces réseaux exigent de leurs membres, à titre de condition d'adhésion, qu'ils soient prêts à offrir une sûreté relativement à l'effet net sur le réseau de l'inexécution des obligations d'un autre membre; dans certains cas, les réseaux peuvent également exiger que la Banque couvre le défaut de paiement de ses propres clients. Les clauses d'indemnisation consistent souvent en clauses contractuelles habituelles ou en règlements qui ont été conclus dans le cours normal des activités. Dans le cas du STPGV, il existe un montant maximal

potentiel, montant qui a été reflété dans le tableau ci-dessus. Toutefois, dans plusieurs cas, il n'existe pas de montant stipulé ni de limite relativement au montant de l'indemnisation. Aucun événement déclenchant l'obligation conditionnelle d'indemnisation ne s'est produit. En raison de la nature de ces engagements d'indemnisation, mis à part ceux à l'égard du STPGV, la Banque ne peut estimer le montant maximal potentiel qu'elle serait tenue de verser aux contreparties, ni le montant de garanties et d'actifs disponibles aux termes de dispositions de recours qui diminueraient ces paiements. Aucun montant n'est comptabilisé dans le bilan consolidé relativement à ces engagements d'indemnisation.

iii) Autres engagements d'indemnisation

Dans le cours normal de ses activités, la Banque conclut nombre de contrats qui renferment des dispositions d'indemnisation, tels des contrats d'achat, des ententes de service, des ententes de licence de marques, la vente d'actifs, des ententes d'impartition, des ententes de location et des opérations structurées. Aux termes de tels contrats, la Banque pourrait indemniser les contreparties aux contrats si certains événements se produisaient, tels des changements aux lois et à la réglementation (y compris aux lois fiscales), des changements à la situation financière, un passif non déclaré, une perte causée par les activités de tiers, ou en raison de litiges présentés par des tiers. Les dispositions d'indemnisation varient selon le contrat. Dans plusieurs cas, aucun montant ou limite déterminé à l'avance ne figure dans les dispositions d'indemnisation et les événements éventuels qui déclencheraient un paiement aux termes de ces dispositions sont difficiles à prévoir. Par conséquent, le montant maximal potentiel des paiements futurs que la Banque pourrait être amenée à payer ne peut être estimé. Dans le passé, les paiements effectués aux termes de ces engagements d'indemnisation ont été négligeables. Aucun montant n'est reflété dans le bilan consolidé relativement à ces engagements d'indemnisation.

Information sur les actions

(en milliers d'actions)

31 juillet 2003

Actions privilégiées en circulation :

Série 11	9 993
Série 12	12 000

Actions privilégiées de catégorie A émises par
la Société de placement hypothécaire Scotia

250

Titres fiduciaires Série 2000-1

émis par Fiducie de Capital Scotia 500¹⁾

Titres fiduciaires Série 2002-1

émis par Fiducie de Capital Banque Scotia 750¹⁾

Titres fiduciaires Série 2003-1

émis par Fiducie de Capital Banque Scotia 750¹⁾

Actions ordinaires en circulation

506 127

Options non levées octroyées aux termes du

Régime d'options d'achat d'actions ordinaires 24 490²⁾

1) *Figurant au poste « Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales » dans le bilan consolidé.*

2) *Comprenant 6 491 options d'achat d'actions avec composante DPV.*

On trouvera plus de détails aux notes 13 et 14 des états financiers consolidés du 31 octobre 2002 figurant dans le Rapport annuel 2002, et à la note 4 figurant à la page 16 du présent rapport.

Information à l'intention des actionnaires et des investisseurs

Service de dépôt direct

Les porteurs d'actions qui le désirent peuvent faire déposer les dividendes qui leur sont distribués directement dans leurs comptes tenus par des institutions financières membres de l'Association canadienne des paiements. Il leur suffit, à cet effet, d'écrire à l'Agent de transfert.

Régime de dividendes et d'achat d'actions

Le régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions de la Banque Scotia permet aux porteurs d'actions ordinaires et privilégiées d'acquérir d'autres actions ordinaires en réinvestissant leurs dividendes au comptant sans avoir à acquitter les frais de courtage ou d'administration.

Les actionnaires admissibles ont également la possibilité d'affecter, au cours de chaque exercice, une somme ne dépassant pas 20 000 \$ à l'achat d'actions ordinaires supplémentaires de la Banque. Les actionnaires titulaires de débentures subordonnées entièrement nominatives de la Banque peuvent également affecter aux mêmes fins le montant des intérêts perçus sur ces dernières. Tous les frais liés à la gestion du régime sont à la charge de la Banque.

Pour obtenir plus de renseignements sur le régime, il suffit de communiquer avec l'Agent de transfert.

Dates de paiement des dividendes pour 2003

Dates de clôture des registres et de paiement des dividendes déclarés sur les actions ordinaires et privilégiées, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration.

Date de clôture des registres	Date de paiement
7 janvier	29 janvier
1 ^{er} avril	28 avril
2 juillet	29 juillet
7 octobre	29 octobre

Envoi de documents en plusieurs exemplaires

À titre de porteur d'actions, vous pouvez figurer plusieurs fois sur la liste d'envoi si vous êtes inscrit sous différents noms ou différentes adresses. Pour mettre fin à cette duplication, veuillez communiquer avec l'Agent de transfert afin que soient prises les dispositions nécessaires.

Site Web

Pour toute information concernant la Banque Scotia et ses services, vous pouvez également visiter notre site Web : www.banquescotia.com

Conférence téléphonique et diffusion sur le Web

La conférence téléphonique portant sur les résultats trimestriels, d'une durée d'environ une heure, aura lieu le mardi 26 août 2003 à compter de 15 h 30 HAE. Les parties intéressées peuvent également participer à la conférence téléphonique, à titre d'auditeurs uniquement, en composant le 1 800 814-4853, 5 à 15 minutes avant le début. La conférence téléphonique, accompagnée d'une présentation sur diapositives, sera également diffusée en direct sur le Web. Pour y accéder, cliquez sur la page « Relations avec les investisseurs » du site www.banquescotia.com. La présentation des résultats par les dirigeants de la Banque Scotia sera suivie d'une période de questions. Les auditeurs sont invités à envoyer leurs questions par courriel, à l'adresse suivante : investor.relations@scotiabank.com.

Un enregistrement de la conférence téléphonique sera disponible du 26 août au 9 septembre 2003, au numéro de téléphone (416) 640-1917, code 21012086, suivi du carré. Un enregistrement de la conférence diffusée sur le Web sera disponible pendant trois mois sur le site Web de la Banque Scotia.

Renseignements

Investisseurs :

Les analystes financiers, les gestionnaires de portefeuilles et les autres investisseurs qui souhaitent obtenir des informations financières concernant la Banque, sont priés de communiquer avec le service Relations avec les investisseurs, Affaires financières :

Banque Scotia
Scotia Plaza
44, rue King Ouest
Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
Téléphone : (416) 866-5982
Télécopieur : (416) 866-7867
Courriel : investor.relations@scotiabank.com

Médias :

Les demandes d'information des médias et les autres demandes de renseignements doivent être adressées au Service des relations publiques à l'adresse ci-dessus.

Téléphone : (416) 866-3925
Télécopieur : (416) 866-4988
Courriel : corpaff@scotiabank.com

Actionnaires :

Pour obtenir des renseignements sur une nouvelle participation, un changement d'adresse, des dividendes, des transferts successoraux ou la perte de certificats d'actions, ou pour demander que cessent des envois multiples, veuillez vous adresser à l'Agent de transfert de la Banque :

Société de fiducie Computershare du Canada
100 avenue University, 9^e étage
Toronto (Ontario) Canada M5J 2Y1
Téléphone : 1 800 564-6253
Télécopieur : 1 888 453-0330
Courriel : caregistryinfo@computershare.com

Coagent de transfert (États-Unis)
Computershare Trust Company Inc.
350 Indiana Street
Golden, Colorado 80401
U.S.A.
Téléphone : 1 800 621-3777

Coagent de transfert (Royaume-Uni)
Computershare Investor Services PLC
The Pavilions
Bridgwater Road
Bedminster Down
Bristol BS99 7NH
United Kingdom
Téléphone : +44 870 702 0003
Télécopieur : +44 870 703 6101

Pour toute autre demande de renseignements, les actionnaires sont priés de contacter le :

Secrétariat général
Banque Scotia
Scotia Plaza, 44, rue King Ouest
Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
Téléphone : (416) 866-4790
Télécopieur : (416) 866-5090
Courriel : corporate.secretary@scotiabank.com

Quarterly Reports available in English

The Bank publishes its statements and Annual Report in both English and French, and makes every effort to provide them to Shareholders in the language of their choice. If you would prefer to receive shareholder communications in English, please contact Public and Corporate Affairs, The Bank of Nova Scotia, Scotia Plaza, 44 King Street West, Toronto, Ontario, Canada, M5H 1H1. Please supply the mailing label you received, if possible, so we may adjust our records.

La Banque de Nouvelle-Écosse est une entreprise canadienne constituée avec responsabilité limitée.

